

cet argent a permis à des sociétés étrangères de se développer au pays, au détriment des sociétés canadiennes.

Pour le gouvernement, il est temps de commencer à penser autrement; il faut verser ces sommes importantes là où le besoin se fait sentir afin de créer une demande collective, d'augmenter les pensions, d'organiser des travaux municipaux et provinciaux, d'adopter des programmes de logement et des programmes d'aide aux petites entreprises canadiennes afin qu'elles puissent, comme elle sont disposées à le faire si elles en ont l'occasion, participer au développement du pays pour que la nation soit prospère.

• (1550)

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, la Chambre est de nouveau saisie de la sempiternelle motion qui vise à procurer des emplois productifs au Canada, et je cite:

La Chambre déplore que les dépenses engagées par le gouvernement au titre de programmes d'initiatives n'aient pas réussi à stimuler la production et le commerce dans le domaine des biens et des services au Canada ni à offrir aux Canadiens de meilleures perspectives d'emploi productif.

Monsieur l'Orateur, il est décourageant de constater jusqu'à quel point des députés, voire même des partis politiques, peuvent être inconséquents. Il y a à peine quelques jours, le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) était à Cabano où, il y a deux ans, on promettait l'établissement d'une cartonnerie. Or, les autorités, tant fédérales que provinciales, avaient alors proposé aux citoyens de Cabano et des environs d'organiser une souscription en vue de prélever les fonds nécessaires, après quoi le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial accorderaient des subventions pour permettre d'établir une usine pour remplacer les installations «Irving».

Monsieur l'Orateur, les citoyens de Cabano ont souscrit jusqu'ici environ \$700,000. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'ouvriers, de cultivateurs, de colons, de petits marchands et de quelques membres des professions libérales qui ont souscrit ce montant afin d'intéresser les gouvernements à accorder des subventions. Or, dimanche dernier, devant 2,000 personnes, le ministre de l'Expansion économique régionale déclarait à peu près ceci: Messieurs, puisqu'il n'y a pas de marché pour le carton que vous comptez produire, nous ne sommes pas intéressés à accorder des subventions. Les gens sont déçus, après deux ans, d'avoir épargné \$700,000, seulement pour se faire dire par le gouvernement: Nous ne sommes pas intéressés pour le moment; nous allons continuer les études pour voir s'il est possible d'exporter la production de l'usine projetée.

Monsieur l'Orateur, il y a trop de produits. Et l'opposition officielle blâme le gouvernement de ne pas créer d'emplois pour produire davantage. Dans tous les domaines de l'activité économique, ce n'est pas la production qui fait défaut, car nous avons de tout en quantité. Prenons les machines agricoles, par exemple, dont on peut voir des milliers, et de toutes sortes, à la compagnie Massey-Ferguson Industries Limited. Il y en a en quantité et nous allons accorder des subventions à la compagnie pour maintenir des emplois, alors que ceux qui ont besoin des machines les achèteraient s'ils avaient le pouvoir d'achat nécessaire.

Ce n'est pas la production qui fait défaut dans le domaine du vêtement, dans celui de la nourriture, bref,

dans tous les domaines, mais le pouvoir d'achat des consommateurs. Et au lieu de s'attaquer à ce problème, on passe son temps à parler de créer des emplois nouveaux ou à débattre un programme de subventions tendant à créer des emplois temporaires. Mais après le temporaire, qu'arrive-t-il? Encore du chômage.

On dépense 150 millions de dollars en vertu du programme d'initiatives locales. C'est comme une goutte d'eau dans l'océan! Voilà pourquoi on refuse certaines subventions. Je crois que sur les quelque 18,000 projets d'initiatives locales, 5,700 ont été approuvés par le gouvernement; environ 12,000 ont été refusés, parce que le gouvernement n'a plus d'argent. On a donc consacré 150 millions de dollars au programme d'initiatives locales pour la période qui doit se terminer le 30 septembre prochain. Qu'arrivera-t-il après cette date? Du chômage. Alors, on invitera les gens à s'adresser aux Centres de la main-d'œuvre pour leur dire: Venez vous faire recycler de nouveau. Au fait, on passe son temps à recycler, à «cycler», à «décycler» la population avec des chansons, sous prétexte qu'on va créer des emplois productifs. C'est rire du monde à leur face. On a affecté 150 millions de dollars au programme d'initiatives locales. Or, je sais fort bien que certains de ces projets ont été refusés dans toutes les circonscriptions.

Voici un cas que j'ai relevé dans ma propre circonscription. La ville de Noranda s'approvisionne en eau à un certain lac qui s'appelle le lac Dufault, où les riverains qui habitent la partie nord de la ville déversent tous leurs égouts, polluant ainsi les eaux du lac qui alimente les deux villes de Rouyn et de Noranda. Nous avons demandé de l'aide dans le cadre du programme d'initiatives locales. De plus, Québec comme Ottawa désirent combattre la pollution. Or, voilà un cas où l'on pourrait en même temps combattre la pollution et créer quelque chose de durable, mais on se butte à un refus. Le gouvernement n'a pas d'argent pour ce projet, alors qu'il en accepte de bien moindre importance. De toute façon, 150 millions de dollars ont été attribués au programme d'initiatives locales, et le budget est déjà dépassé.

Le programme de recyclage coûte 15 millions; le programme de formation sur place, 50 millions; celui des prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois, 100 millions; celui des travaux à forte proportion de main-d'œuvre, 80 millions; celui des prêts aux expositions agricoles, 10 millions; celui d'accélération de l'aide à l'habitation, 113 millions. Le tout donne un total de 578 millions de dollars, et ce pour former de la main-d'œuvre, recycler les travailleurs et procurer des emplois qu'on ne peut pas donner. Mais les sommes engagées sont tout de même dépensées.

Monsieur l'Orateur, il est malheureux de voir jusqu'à quel point on manque de sérieux ou de compétence.

L'autre jour, je parlais d'un autre cas de ma circonscription, à Témiscaming, où la Compagnie Internationale de Papier du Canada fermait les portes de ses usines, mettant à pied 540 employés. Le gouvernement ne peut rien faire à ce sujet. On ouvre un bureau une fois par semaine à Témiscaming pour y inviter ceux qui ont été mis à pied à venir se faire recycler, afin de pouvoir occuper un nouvel emploi. Mais il n'y a aucune autre industrie dans cette région! Et la Compagnie Internationale de Papier du Canada a déjà fermé ses portes.

Monsieur l'Orateur, on accorde cependant des subventions à une usine de Port Cartier qui produira exactement la même chose que celle de Témiscaming produisait. Le